



INFORMATION AUX AGENTS DES MINISTÈRES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, DE LA COHESION DES TERRITOIRES ET LEURS ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

29 JUIN 2017

Délégation FSU

SNE-FSU

Patrick SAINT-LEGER
Secrétaire général

Marie Louise LE COGUEC
Secrétaire générale adjointe

Jean Luc CIULKIEWICZ

Daniel GASCARD

SNUITAM

Laurent LE LOCK
Secrétaire national

Julien BRUN

Audience de la FSU avec

Nicolas HULOT

Ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire,

Jacques MEZARD

Ministre de la cohésion des territoires

Elisabeth BORNE

Ministre de la transition écologique, chargée des transports

Julien DENORMANDIE

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la cohésion des territoires

La délégation a commencé par remercier les ministres du temps qu'ils leur accordaient ensemble, estimant qu'il s'agit d'un bon signal pour un travail partagé sur l'ensemble des champs ministériels de l'aménagement soutenable du territoire.

Nous regrettons cependant la durée trop courte de ce premier rendez-vous pour pouvoir aborder l'ensemble des sujets.

Après une brève présentation de nos organisations syndicales, nous avons rappelé nos inquiétudes sur les orientations du gouvernement à l'encontre des agents publics : perte de pouvoir d'achat, réductions d'effectifs, jour de carence, régimes de retraite, temps de travail, ...

Nous exposons ensuite à nos interlocuteurs des éléments de constat et nos attentes.

Pour la FSU :

Eléments de constat

Créer un ministère de l'environnement à la fin des 30 glorieuses, c'était à la fois nécessaire et indispensable au regard de l'état des milieux naturels ; c'était un pari risqué face aux grands corps aménageurs qui contribuaient à l'aménagement débridé du pays, à l'équipement comme à l'agriculture.

Créer un grand ministère en 2007 était un autre pari tout aussi risqué, pour répondre aux défis d'efficacité et de transversalité qu'une grande politique de l'environnement impose.

Sa réussite nécessitait de réunir quelques conditions :

- ✓ une volonté politique forte,
- ✓ des moyens financiers réorientés,
- ✓ neutraliser les corporatismes existants,
- ✓ et l'engagement d'une politique de formation ambitieuse.

Adhérez à la FSU

Pour la défense de notre outil de travail et des intérêts des personnels auprès de l'employeur et des acteurs de la société avec des valeurs d'éthique, de solidarité, de justice et d'engagement ;

Parce que l'action syndicale s'appuie en premier lieu sur les moyens humains mais aussi sur les moyens financiers.

Nous avons vu défiler un certain nombre de ministres d'État, mais dix ans après, force est de constater que c'est un échec :

Nous sommes très loin du poids qu'aurait eu un vice premier ministre chargé de l'environnement et il n'y a malheureusement plus de portages des politiques propres à nos ministères.

Nous pourrions faire nôtre bon nombre des propos que Michèle Pappalardo, actuelle directrice du cabinet de Nicolas HULOT, tenait dans son interview au magazine « Acteurs Publics » en janvier 2016 et qui expliquait en quoi elle n'a jamais été vraiment favorable à la création de ce très grand ministère.

Le grand ministère s'est révélé n'être qu'une machine à réduire les missions, les moyens et les effectifs, une machine à broyer les femmes et hommes qui le font vivre, vaste oubliette de leurs compétences.

Noyées parmi les autres missions, les spécificités de ces politiques et des enjeux qu'elles portent sont édulcorées, nivelées dans les approches technico-administratives. La décision environnementale n'est plus aussi explicite qu'avec un ministère dédié, car dans les structures fusionnées, les « arbitrages » sont rendus en amont. En outre, la technostructure de l'ex-équipement a objectivement investi les missions de l'environnement et de l'écologie, en tant que nouvel espace professionnel, sans avoir nécessairement le bagage suffisant.

La montée des risques psycho sociaux est généralisée dans les services centraux et régionaux, les établissements publics et dans les directions départementales interministérielles. Chaque nouvelle réforme ramenée aux seuls objectifs de rationalisation et d'économie budgétaire rajoute à la détresse psychologique des agents et les éloignent du sens de leurs missions

- ↳ Voyez la situation des DREALs fusionnées ;
- ↳ Regardez la création d'une AFB sans moyens ;
- ↳ Constatez les réorganisations de services quasi permanentes dans les directions départementales interministérielles.
- ↳ Consultez les comptes rendus de CHSCT, les audits des DREAL fusionnés !

Être ministre, c'est porter haut et fort une politique ambitieuse nationale comme à l'internationale. Mais, madame et messieurs les ministres, vous êtes aussi en responsabilité de ministères de près de 60 000 agents !

Dans les deux cas, saurez-vous peser dans les arbitrages ?

- ↳ Face à l'omniprésence du ministère de l'action et des comptes publics ?
- ↳ Face aux ambitions du ministère de l'intérieur ?
- ↳ Et aux pressions du ministère de l'agriculture ? Face aux lobbys ?

Nos attentes

Face aux défis du changement climatique, nous attendons que vous vous redonniez les moyens pour que vos services et établissements publics mènent une politique ambitieuse et en pleine complémentarité, à l'inverse des orientations connues à ce jour :

- ✓ En matière d'eau, de biodiversité, de déchets, d'énergie, ...
- ✓ En matière de transport, vers la fin des incohérences environnementales et sociales,
- ✓ En matière d'habitat, de logement et d'hébergement: un logement pour tous, bien isolé, bien desservi par les transports en commun ;
- ✓ En matière de politique interministérielle : social, santé, éducation, agriculture...
- ✓ Avec une stratégie définie du réseau des écoles et du réseau scientifique et technique.

Pour vos personnels, nous attendons :

- ✓ la reconnaissance professionnelle de vos agents ;
- ✓ des moyens pour une formation initiale et continue à la hauteur des ambitions ;
- ✓ l'égalité professionnelle comme une réelle priorité de nos ministères et de leurs établissements publics ;
- ✓ la préservation de l'action sociale de nos ministères. Nous dénonçons, avec l'intersyndicale ce nouveau gel de 536 000 euros et de 277 000 euros sur le budget de médecine de prévention. Nous demandons à vos cabinets de recevoir les représentants du personnel.

Nous attendons des ministres pleinement responsables de leur administration :

- ✓ Présents en comité technique ministériel, car c'est le lieu où les ministres peuvent prouver non seulement qu'ils écoutent les représentants du personnel, mais aussi qu'ils ont un réel pouvoir d'administrer, en tenant compte de ce dialogue ;
- ✓ Soucieux du dialogue social sincère ;
- ✓ Capables de peser sur les arbitrages budgétaires ;
- ✓ Qui assurent enfin une tutelle équilibrée de leurs établissements publics ;

Une révolution !

Dossiers signalés

La délégation FSU a laissé un dossier aux ministres pour attirer leur attention plus particulièrement sur :

- La remise en cause des accords d'entreprise à l'ADEME ;
- Le marasme à l'agence française pour la biodiversité à 6 mois d'existence et les chantiers parallèles : mutualisation des services territoriaux AFB/ONCFS, agences de l'eau : préparation des XI^e programmes et mutualisation, revenir des services de l'Etat, interrogations du monde associatif ;
- Les difficultés de fonctionnement et détresse des agents dans les DREALs, la situation dans les DDI ;
- La recherche et les corps de chargés de recherche, à l'ordre du jour du prochain CTM ;
- La nécessité d'un pilotage politique de la sortie de liste dérogatoire ;
- La nécessité de construire une filière métier environnement ;
- La situation des agents de la DEAL Mayotte ;
- Le décroisement des effectifs de la sécurité routière vers le ministère de l'intérieur ;
- Le surgel sur le budget d'action sociale des ministères, et la demande d'audience des représentants.

Premières réactions des ministres

Il s'agit d'un premier rendez-vous. On se reverra car on ne peut pas avoir une vision exhaustive ; cette rencontre n'est que la partie émergée du dialogue.

Les ministres ont fait preuve d'écoute, qui reste à transformer en mesure. Ils ont parlé de la place de l'humain, et de la notion de solidaire qui doit aussi s'appliquer en interne aux ministères.

Les ministres ont fait valoir une situation budgétaire effrayante. Néanmoins, il faut faire preuve d'intelligence et d'innovation, ne pas bloquer. Ils ont déjà fait état aux ministres de Bercy que le grand ministère avait déjà beaucoup donné. Nicolas Hulot souhaite sa présence utile, mais que si tout doit se jouer au forceps, ce sera voué à l'échec.

Ils ont eu connaissance des dossiers DEAL Mayotte et sécurité routière et y travaillent. Quant à l'action sociale, une délégation sera reçue par le cabinet.



La délégation FSU avec les ministres

Rendez-vous au CTM du 6 juillet et à la lecture du projet de budget 2018 !